

p. A. 12. 10. 81.

a/a

M. Falder, conseiller  
fédéral  
~~BRF~~

Rencontre entre M. Anatoli Loukianov (L),  
président du Soviet suprême de l'URSS

et les présidents Breimi (B) et Hänsenberger (H)

le 30 juillet 1991 de 16 à 17 h 30

dans le Cabinet du président du Conseil national à Berne

M. Breimi souhaite inviter L à visiter la Suisse à une date qui pourrait lui convenir et avec les accompagnants de son choix. Il remercie L pour l'accueil réservé en août 1990 aux présidents Ruffy et Cavelty.

L remercie pour l'invitation. Il est heureux d'assister aux fêtes marquant le 700e anniversaire d'une ancienne démocratie qui n'a pas son pareil en Europe pour la démocratie directe et le fédéralisme. Ce que les 3 Cantons fondateurs ont fait, c'est de jeter les bases pour une nouvelle Europe.

B espère partager les émotions patriotiques avec nos hôtes, leur montrer nos paysages et mener des discussions plus concrètes avec chacun d'eux.

L a parlé avec le Président Gorbatchev la veille de son départ. Il espère un renforcement des relations entre les deux pays. Il importe de conclure des traités pour consolider l'acquis. Il se déclare satisfait des contacts parlementaires marqués, notamment par la visite de 3 commissions du Soviet Suprême en Suisse. Les séminaires de Moscou et de Lucerne sur le fédéralisme ont été fort utiles. L a reçu aussi des représentants de partis politiques suisses.

Les problèmes économiques et les questions culturelles pourraient être résolus en commun. Les difficultés tiennent à l'URSS et "nous espérons les vaincre à long terme".

L comprend que les hommes d'affaires et les entrepreneurs aient davantage foi dans les faits que dans les discours. Ils désirent

- 2 -

davantage de stabilité ce qui favorisera le développement des échanges. La chute dans la production industrielle s'est arrêtée. L'URSS a de grandes difficultés, mais des signes d'espoir apparaissent.

Gorbatchev et L espèrent que la prochaine réunion de la commission gouvernementale permettront de résoudre certains problèmes.

Les banquiers, managers et techniciens suisses sont appréciés pour l'aide qu'ils apportent à la formation de cadres en URSS. "Merci".

S'agissant de la culture, L relève que l'ambassadrice doit s'engager davantage pour promouvoir les échanges.

L remercie aussi pour l'accueil des enfants de Tchernobyl. En conclusion il félicite notre pays pour le 700e.

B souligne le grand respect qu'a la Suisse à l'égard du Président Gorbatchev et de ses compagnons pour la politique initiée depuis quelques années.

Nous sommes conscients que c'est grâce à vous qui sont survenus les changements positifs sur la scène politique mondiale. Nous ne pouvons contribuer que faiblement à résoudre vos problèmes. Nous sommes pragmatiques et faisons ce que nous pouvons.

L Vous êtes non seulement pragmatiques, mais avez une aptitude à comprendre l'âme humaine, comme le disait Schiller.

B Le Parlement va prochainement discuter d'un crédit d'un milliard de francs pour l'Europe de l'Est. Les contacts avec l'URSS seront ainsi favorisés. D'expérience personnelle, il sait qu'il n'est pas toujours facile de travailler avec l'URSS et que le succès n'a pas toujours été au rendez-vous.

Les hommes d'affaires sont patients. Ils ressentent les difficultés du trafic des paiements.

Quels sont les résultats de la collaboration économique avec la Suisse?

L indique qu'il existe 140 joint-ventures. Certaines marchent très bien, d'autres existent sur le papier pour le moment. Les possibilités de futurs développements sont considérables.

L cite Nestlé et les produits agricoles comme exemples de succès.

L'URSS attache une grande importance à la participation au G7 à Londres.

L l'a dit à Mitterrand, Genscher et Major, les problèmes majeurs sont:

1. La convertibilité du rouble;
2. La satisfaction du marché intérieur en produits agricoles;
3. La conversion des industries d'armement en industrie des machines et de l'électronique (cela ne fait que commencer);
4. Ecologie et sécurité dans l'approvisionnement énergétique.  
L'URSS peut apprendre beaucoup de la Suisse;
5. La formation des cadres (banque, bourse, hommes d'affaires).  
Nous avons 400 boursiers dans toute l'Europe.

L'URSS comprend que personne ne veuille avoir affaire à un partenaire instable. "Nous devons faire de l'ordre dans notre pays". Nous tentons d'harmoniser les différentes formes de propriété. Actuellement, 80% du potentiel industriel est en mains de l'Etat. Ceux qui croient qu'il suffit de privatiser se trompent. Il faut créer les conditions du marché. Nous croyons être arrivés au creux de l'abîme et nous remontons la pente. L'URSS ne demande pas de crédits. Elle est un grand pays et un grand marché.

B souhaite que l'économie suisse puisse entendre ce message. Lorsque le rouble sera convertible, la marge de manoeuvre sera accrue et la collaboration pour des joint-ventures ne fera que s'amplifier.



- 4 -

M. Hänsenberger souhaite demander à L comment il voit les chances du nouveau Traité de l'Union. Que sera le sort des trois pays baltes?

L souligne que les problèmes de l'URSS sont plus complexes que ceux de la Suisse. L'URSS a 300 millions d'habitants et plus de 130 peuples.

Le traité de l'Union a été paraphé par 10 Républiques et 18 Républiques autonomes qui peuvent se développer au sein de l'URSS.

Les 300 millions de Soviétiques ne vivront pas sous une législation unique, mais essentiellement sous une législation propre à chaque république (code pénal, code du travail ...).

L'URSS ne fournit qu'un cadre (basic law). Ainsi le nouveau Code civil compte 120 articles de base (Union) et 500 articles détaillés (chaque république).

La répartition des compétences est ainsi prévue:

à l'Union:

la défense, la politique étrangère, le système économique, bancaire, les douanes, l'énergie, les transports, les communications, l'écologie, la météorologie

aux républiques:

tout le reste, p.ex. Santé, éducation.

Sur les 15 républiques, 10 seraient prêtes à signer le traité. Les 5 autres (pays baltes, Moldavie, Arménie) ne sont pas d'accord pour des raisons politiques. Elles sont intéressées, cependant, aux relations économiques, telle la Lettonie. Comme Spinoza l'a dit: "l'argent n'a pas d'odeur."

Les relations économiques sont très étroites. Ainsi si une entreprise cesse de travailler, 500 à 700 autres entreprises sont menacées de ne pouvoir travailler.

Déjà en 1922, toutes les Républiques n'avaient pas adhéré à l'URSS. D'autres ont suivi en 1924.

L'URSS s'efforce de créer un espace juridique soviétique (SOVIETLEX) comparable à l'EUROLEX.

Le traité sera signé en octobre ou novembre. Certaines républiques ratifieront immédiatement. Certaines demanderont un statut de membre associé.

Celles qui ne voudront pas rester dans l'Union pourront mettre en oeuvre les dispositions de la Constitution pour la séparation. Avec un vote de 2/3 des voix les bases de leurs relations avec l'Union pourront être modifiées.

L'histoire à venir et l'économie contribueront pour une part importante au destin de la nouvelle Union.

L indique qu'il aura l'occasion d'avoir des discussions avec certains présidents de parlement.

L'URSS est aussi intéressée par l'Espace économique européen. Il signale le parallélisme entre la "Maison commune européenne" de M. Gorbatchev et la "Confédération européenne" de M. Mitterrand. Il interroge M. Breimi sur les relations Suisse-CE.

B relève que le peuple décidera en fin de compte. C'est une différence essentielle avec d'autres pays. Il faut plus de temps chez nous. Pour la Suisse, l'image du monde s'est modifiée. Nous étions un pôle de stabilité dans une Europe instable. L'économie suisse est intégrée plus fortement à l'Europe que celle d'autres pays. Vous l'avez bien observé. Nous sommes économiquement intégrés, sans être dans la CE politiquement parlant. Il nous faut le temps de la réflexion pour résoudre 3 problèmes:

1. La démocratie directe
2. Le fédéralisme
3. La neutralité.

Le débat sur la neutralité a commencé! Le problème se pose en liaison avec les nouvelles données de la sécurité européenne. S'agissant de la démocratie directe et du fédéralisme, nous devons maintenir ces valeurs.

- 6 -

L'Europe ne devrait pas prendre modèle sur les USA (une langue dominante). Il ne faut pas nier les cultures nationales. Nous souhaitons une organisation fédérale qui respecte les particularités nationales et notamment culturelles.

L: L'unité dans la diversité.

B La CEE est une excellente chose, mais actuellement elle est trop centralisée. Cela nous cause des problèmes. Nous sommes d'avis qu'il convient d'attacher beaucoup d'importance à la qualité de l'intégration et nous donner le temps nécessaire. La Suisse entend contribuer à la construction de l'Europe.

L comprend parfaitement le message

Il dit en allemand:

"Geld verloren, wenig verloren  
Freund verloren, viel verloren  
Mut verloren, alles verloren."

B espère que d'ici le départ de M. Loukianov, il aura l'occasion de parler aussi bien le russe!

M. Ruffy souligne le danger d'une perte de l'identité culturelle. Pour la Suisse, les centres culturels sont en dehors de nos frontières (Paris, Rome, Berlin). Nous devons être très prudents dans le rapprochement avec le Communauté.

L se déclare d'accord. Le problème yougoslave illustre bien la difficulté. Pour l'essentiel, il faut participer à des processus historiques, tout en veillant à ce que chaque peuple puisse garder son héritage culturel.

L se réjouit de respirer bientôt l'air des montagnes.

L dit que le meilleur entretien est celui auquel l'invité met lui-même fin.

B conclut en retenant que L a gagné cinq amis ce soir (Hänsenberger, Ruffy, Sauvant, Clerc et lui-même).

L offre aux présidents B et H un tableau représentant le Kremlin.